



PROVINCIA DI TORINO
BIBLIOTECA

Legato **Anselmi**

OA. - b

170

COMPAGNIE SAVOYARDE.

RAPPORT

LU A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES

Le 21 Décembre 1840

AU NOM D'UNE COMMISSION

COMPOSÉE

De MM. le chevalier de Birague, l'avocat Salvagno, Nigra, le baron Duport,
le comte Franchi, l'avocat Battaglioni et le chevalier de Sainte-Rose.

Messieurs,

La Commission, dont nous sommes l'organe, devait prendre connaissance des livres de la Compagnie et des nombreux documents fournis par l'Administration; elle devait ensuite se former une opinion sur la situation présente de l'entreprise, et imaginer au besoin quelque moyen de la relever de l'état embarrassé où elle se trouve. — Sa tâche était laborieuse et difficile: elle l'a accomplie avec un entier dévouement à vos intérêts. Le résultat de ses travaux va être mis sous vos yeux.

Un dépouillement préparatoire des papiers qui ont été livrés à la Commission



ayant été exécuté, celle-ci a cru que ses travaux devaient s'enchaîner dans l'ordre suivant.

Elle devait, avant tout, déterminer exactement le passif de la Société ;

Se former ensuite une opinion sur le résultat probable d'une liquidation, et sur les avantages qu'on pourrait espérer en donnant suite à l'entreprise ;

Enfin, dans le cas où il serait avantageux de soutenir celle-ci, trouver un moyen de la tirer des embarras financiers qui en paralysent l'essor.

I.

Passif de la Société.

MM. le chevalier de Birague et le baron Duport, chargés spécialement de l'examen des livres et autres papiers fournis par l'Administration, sont arrivés aux conclusions suivantes :

1° Sur 1,200 actions créées, il n'en a été émis que 752, formant ensemble un capital de 752 mille livres.

2° Les dépenses faites jusqu'à ce jour peuvent être évaluées et classées dans l'ordre suivant :

	livres.	c.
Achat du Canal de l'Albane, frais d'enregistrement du contrat.	412,002	37
Construction du Chemin de fer	244,971	14
Acquisition de deux Bateaux à vapeur.	238,811	7
Creusement du Canal de navigation et Gare.	67,251	26
Bâtiments divers	57,443	45
Matériel et Mobilier	12,945	29
Acquisition du Port de Cornin	4,915	75
Intérêts, frais divers, et dépenses à répartir entre les précédentes catégories	80,109	28
Dépenses d'autre nature à répartir comme ci-dessus.	61,902	81
Total des dépenses soldées.	1,180,352	42
Dépenses à solder	110,433	65
Total général des dépenses faites jusqu'à ce jour.	1,290,786	7

Il est à remarquer que les dépenses à solder, évaluées à 110,433 liv. 65 c., doivent encore être augmentées de 35,591 liv. 69 c., somme due à différents banquiers, pour avances par eux faites, et d'une autre somme de 8,433 liv. 65 c., pour fermages à payer au 31 décembre courant; ce qui porte en définitive à 154,458 liv. 99 c. le montant des besoins pressants de l'Administration.

3° Le passif effectif de la Société se subdivise ainsi qu'il suit :

	livres.	c.
Pour solde du Canal de l'Albane	200,000	»
Pour un premier emprunt (voir l'acte original, Signoretti, not. à Turin)	100,000	»
Pour un second emprunt (acte reçu Bebert, not. à Chambéry).	75,000	»
Total des dettes hypothéquées . . .	375,000	»
Dettes non hypothéquées citées ci-dessus, et qui sont à l'échéance	154,458	99
Total du passif de la Société. . . .	529,458	99

Les évaluations que l'on vient d'indiquer sommairement ont été trouvées en harmonie avec les documents que l'on avait sous les yeux, avec les livres de la Compagnie, ainsi qu'avec les explications qui ont été données par M. le chevalier de Salins, qui représente l'Administration à l'assemblée. Mais il est à remarquer que la Commission n'a pu prendre connaissance de toutes les dépenses sur les papiers originaux, les contrats passés, les notes et quittances justificatives de la comptabilité. — Cet examen n'aurait pu avoir lieu qu'à Chambéry, siège de l'Administration, et la Commission l'aurait d'ailleurs jugé superflu d'après la confiance que toute la Société a mise dans ses Administrateurs. Toutefois, elle n'a pas cru pouvoir se dispenser de rechercher si ceux-ci avaient effectivement le droit de contracter des emprunts au nom de la Société, et elle a dû se convaincre qu'ils n'avaient pas dépassé leurs pouvoirs déterminés par l'art. 20 des Statuts, et que d'ailleurs ils avaient été expressément autorisés par les assemblées générales tenues à Chambéry, le 2 novembre 1839 et le 1^{er} avril de la courante année.

II.

Résultat probable d'une Liquidation.

La question de déterminer les pertes de la Société en cas de liquidation, ne pouvait être résolue autrement que par une évaluation estimative de la valeur

actuelle et relative des immeubles de la Société, et des moyens d'exploitation qu'elle a créés. — Pour cette évaluation, la Commission a cru pouvoir ajouter foi à deux tableaux hypothétiques que l'Administration a fait dresser, en s'aidant des lumières d'une personne consciencieuse et expérimentée. — Du premier de ces tableaux il résulte qu'en supposant vente subite et forcée, destruction du Chemin de fer, aliénation du matériel et des bâtiments pour un autre emploi que celui auquel ils ont été destinés, on ne réaliserait qu'une somme de 514,900 liv. Le second tableau a été dressé dans la supposition peu probable où l'on trouverait des intéressés pour relever en partie l'entreprise actuelle de ses avances, et se mettre en son lieu et place. — L'évaluation de ce que la Compagnie Savoyarde retirerait, dans cette hypothèse, serait, d'après ce tableau, de 667,000 liv.

Il est superflu d'ajouter qu'en cas de liquidation prompte et absolue, la Société devrait nécessairement réduire ses espérances aux limites de la moindre des évaluations ci-dessus mentionnées, non sans courir encore la chance de faire des pertes plus considérables, si l'on se voyait amené à liquider judiciairement.

L'examen comparatif des dettes de la Société et des moyens qu'elle aurait d'y faire face en cas de liquidation, démontre amplement que, dans cette hypothèse, les fonds versés par les Actionnaires seraient entièrement absorbés par les dettes à éteindre.

III.

Convenance de soutenir l'Entreprise, moyen de subvenir à ses besoins présents.

La Commission a pris connaissance d'un autre tableau très-bien conçu, qui lui a aussi été transmis par l'Administration. Il résulte de ce document :

Que le revenu du Chemin de fer, d'après ce qu'il a produit en six	livres.	c.
mois, serait prochainement, pour une année, de. . . .	11,297	»
Que la navigation sur le lac et le Rhône, d'après l'état des recettes perçues par la Compagnie Lyonnaise, produirait annuellement au moins	28,012	50
Enfin, que le revenu du Canal de l'Albane, eu égard à son produit constaté en 1839 et en 1840, sera par an de.	10,500	»
Total des revenus présumés. . .	49,809	50

Ainsi, il est probable que l'exploitation que l'on a en vue donnerait, selon toute apparence, un revenu d'environ 50,000 liv. ; et l'on peut admettre, sans crainte de se tromper, que, par un concours non moins probable de circonstances heureuses, ce revenu s'accroîtrait encore, soit par une augmentation des produits du Canal de l'Albane, soit par une exploitation mieux entendue de la navigation, dont les recettes augmenteraient nécessairement lorsqu'on sera en mesure de la desservir avec un plus grand nombre de bateaux.

Au reste, quelles que soient les chances d'augmentation du produit de l'entreprise, la Commission a cru que les données positives reproduites ci-dessus sont à elles seules assez rassurantes pour déterminer l'Assemblée à la soutenir, puisque, après avoir servi avec les revenus l'intérêt des emprunts, après avoir payé ce qui sera encore dû pour frais d'administration, il restera toujours une somme considérable à répartir annuellement entre les Actionnaires ; tandis que dans l'hypothèse désastreuse d'une liquidation, comme nous l'avons dit plus haut, tous les capitaux versés jusqu'à ce jour seraient probablement perdus.

Mue par ces considérations, la Commission n'hésite pas à conseiller à l'Assemblée de faire de nouveaux sacrifices pour mettre l'entreprise en mesure de réaliser les espérances qu'on en avait conçues, et elle lui présente le projet élaboré qui va suivre, au moyen duquel les conditions d'une nouvelle mise de fonds seraient déterminées.

PROJET

POUR UNE NOUVELLE MISE DE FONDS.

Il serait créé, aux termes de l'article 15 du Contrat de Société, autant de nouvelles Actions qu'il en a été émis jusqu'à ce jour, sur les 1,200 créées originairement. — Les Actions de cette nouvelle série porteront les mêmes numéros que les anciennes, avec addition du mot *bis*.

Le montant de ces 752 nouvelles Actions ne sera que de 500 liv., composant ensemble un capital de 225,600 liv. Les conditions de l'émission et du transfert seront les mêmes

pour cette nouvelle série que pour la précédente. — Les porteurs seront soumis aux mêmes obligations, et jouiront des mêmes droits et privilèges qui ont été concédés aux premiers Souscripteurs, d'après les clauses et conditions du Contrat de Société, sauf les dérogations formulées dans le Projet actuel.

Les avantages à accorder aux nouveaux preneurs d'Actions seraient les suivants: il leur serait accordé,

1° Le privilège d'être remboursés intégralement, soit en cas de liquidation, soit au terme de l'existence de la Société, avant que les 752 Actions primitives n'aient rien perçu de leur capital.

2° Un intérêt annuel de 5 p^r %, tandis que les Souscripteurs des Actions primitives renonceraient, pour le présent et pour l'avenir, à tout intérêt ou dividende, à moins que plus tard une assemblée générale, d'après l'état prospère des affaires de la Société, ne vint à les appeler à partager les profits de l'entreprise.

3° 40 p^r % des bénéfices qui ressortiraient chaque année à l'inventaire, lesquels 40 p^r % seraient payés annuellement à titre de dividende.

Des 60 p^r % restant sur les bénéfices nets, il serait fait deux portions égales, dont l'une servirait à amortir annuellement un nombre proportionné des Actions primitives, en remboursant au pair celles qui seraient désignées par un tirage au sort; tandis que l'autre portion irait à un compte particulier, qui, s'augmentant des intérêts capitalisés d'année en année, formerait un fonds de réserve auquel il ne pourrait être touché qu'en vertu d'une décision de l'Assemblée générale.

La part faite aux porteurs des nouvelles Actions sur les bénéfices annuels de l'entreprise, le privilège d'un remboursement intégral, soit en cas de liquidation, soit au terme de l'existence de la Société, avant tout prélèvement en faveur des Actionnaires actuels, sont des avantages considérables qui leur seraient en partie accordés au détriment des premiers Souscripteurs, si ceux-ci n'étaient appelés de préférence à des tiers à souscrire pour cette nouvelle mise de fonds.

Aucune action de la nouvelle série ne devra donc être livrée à un Souscripteur étranger, qu'autant que l'Actionnaire qui possède le titre correspondant de l'ancienne série aura refusé d'en prendre lui-même livraison aux conditions voulues. A cet effet, chaque Actionnaire actuel aura à se prononcer par écrit, d'ici au 31 janvier prochain, sur cette nouvelle prise d'Actions. — Il aura la liberté d'aliéner son droit de préférence à souscrire en faveur d'un tiers; mais, en ce dernier cas, il sera nécessairement caution du Souscripteur qui se présentera sous ses auspices.

Tous les Actionnaires qui ne se seront pas prononcés avant le 31 janvier prochain, sur la nouvelle prise d'Actions, seront réputés déchu de leur droit de préférence à souscrire, et les Actions de la nouvelle série devenues disponibles seront vendues à des tiers.

Aucune Souscription ne sera définitivement obligatoire qu'autant que les 752 Actions de la nouvelle série auront toutes été placées dans les deux mois qui suivront le délai accordé aux Actionnaires actuels, pour se prononcer sur la nouvelle prise d'Actions.

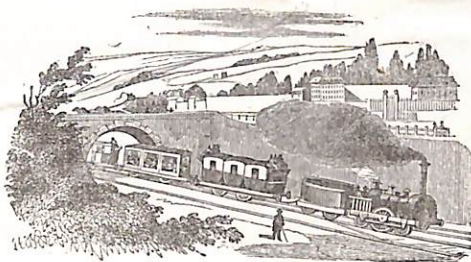
En présentant avec confiance à l'Assemblée le Projet qu'on vient de lire , la Commission ne doit pas cependant laisser ignorer que , si elle a l'espoir de voir relever l'entreprise par ce moyen , d'autre part elle ne peut non plus se dissimuler que la réussite qu'on espère dépend d'un concours de circonstances heureuses plus probable que certain. Elle ne saurait donc prendre aucune responsabilité de ce qui arrivera ; mais sachant que l'accord de tous les membres de la Société pour le bien commun est une des premières conditions d'un avenir plus prospère , elle saisit cette occasion de témoigner de la commune pensée qui l'anime , en déclarant qu'elle a adopté les conclusions de ce Rapport à l'unanimité.

Turin , le 21 décembre 1840.

GALVAGNO , *Avocat collégié* ,

Président de l'Assemblée.

SAINTE-ROSE , *Secrétaire*.



Avec permission.

CHAMBÉRY , IMPRIMERIE DE PETHOD.



201016

La présente avec confiance et l'Assemblée le Projet qu'on vient de lire. La Commission ne doit pas cependant laisser ignorer que, si elle a l'espoir de voir relever l'entreprise par ce moyen, d'autre part elle ne peut non plus se dissimuler que la réussite qu'on espère dépend d'un concours de circonstances fort nombreuses et incertaines. Elle ne saurait donc prendre aucune responsabilité de ce qui arrivera; mais sachant que l'accord de tous les membres de la Société pour le bon succès est une des premières conditions d'un avenir plus prospère, elle a tenu cette occasion de témoigner de la commune pensée qui l'anime, en déclarant qu'elle a adopté les conclusions de ce Rapport à l'unanimité.

SALVADOR, 24 décembre 1890.

Président de l'Assemblée.

SANTIAGO-HERRERA, Secrétaire.



